

# budget 2005

## de la Ville de Lausanne

**Pour tout renseignement complémentaire, prendre contact avec Daniel Brélaz, syndic de Lausanne, tél. 021 315 22 00**

*Le dossier de presse est disponible sur internet sous [www.lausanne.ch/budget2005](http://www.lausanne.ch/budget2005)*

Lausanne, le 7 octobre 2004



Hôtel de Ville  
case postale 6904  
1002 Lausanne  
tél. 021 315 25 50  
fax 021 315 20 05  
infopresse@lausanne.ch

## considérations générales

Même si l'horizon économique s'est quelque peu amélioré pour beaucoup d'entreprises, notamment celles orientées vers l'exportation, la répercussion sur le produit des recettes fiscales n'est pas encore perceptible. L'une des raisons en est que l'amélioration des marges bénéficiaires a souvent été réalisée, pour une bonne part, par une diminution du nombre des postes de travail. Ainsi, la population des chercheurs d'emploi demeure à un niveau élevé et exige le maintien, voire l'extension, des unités administratives chargées de soutenir ces personnes et de les aider à trouver un nouvel employeur.

Au surplus, le report de tâches sur les communes, sans une indemnisation équitable, se poursuit et alourdit les budgets de fonctionnement. En outre, dès 2005, il sied de relever que le désengagement du Canton en matière de défense contre l'incendie et autres dommages provoque une diminution de revenus supérieure à 3 millions de francs.

### "Prestations 2004"

Dans le courant de l'année 2004, la Municipalité a entamé une démarche d'analyse systématique des services communaux, dénommée "Prestations 2004". Son but est de procéder à un relevé des prestations fournies par chaque service, d'en examiner l'opportunité et le coût. Les premières économies dégagées par cette analyse sont prometteuses et devraient conduire à un allègement du déficit budgétaire dans les prochaines années. Déjà au budget 2005, on peut évaluer globalement à 6.5 millions les améliorations enregistrées. Dans la mesure où d'autres sources d'économies sont à l'étude dans les services qui n'ont pas encore fini leur analyse, un montant global de 3 millions de francs a été inscrit dans les revenus du Secrétariat communal. Au niveau des comptes, les économies apparaîtront bien entendu directement dans les services qui les ont générées.

### Recettes fiscales

L'opération EtaCom a débouché sur la suppression du compte de régulation et le transfert à l'Etat, dès 2004, des 22.5 points nécessaires pour financer la reprise des montants qui n'emargeront plus aux budgets des communes. Simultanément, ces dernières ont baissé leur taux d'impôts dans la même proportion, afin d'équilibrer l'opération appelée bascule d'impôt. Dès lors, le coefficient lausannois de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales, ainsi que l'impôt minimum sur les recettes et les capitaux des personnes morales qui exploitent une entreprise, a passé en 2004 de 105 % à 83 % de l'impôt cantonal de base<sup>1</sup>. Cela étant, et compte tenu des indicateurs conjoncturels évoqués plus haut, le budget des recettes fiscales pour l'année 2005 demeure relativement stable par rapport à celui de 2004.

### Personnel

Le budget 2005 prend en considération l'impact des mesures décidées par le Conseil communal en décembre 2003, en matière d'économies sur les charges de personnel : réduction des annuités, modification de l'échelle des traitements, suppression du paiement des primes de fidélité. S'agissant du délai de carence de six mois, imposé avant la mise au concours d'un poste de travail, il ne s'applique plus pour les services qui ont satisfait à l'analyse "Prestations 2004".

### Péréquation directe entre les communes et facture sociale

En avril 2004, le Conseil d'Etat a mis en consultation son projet de révision des péréquations intercommunales. Face aux critiques qu'il a suscitées, le Conseil d'Etat a procédé à un réexamen de certaines parties sensibles du projet. Une nouvelle version devrait paraître à l'automne 2004, avec une entrée en vigueur prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Dans le but d'alléger les charges exceptionnelles des centres urbains, celles de Lausanne notamment, l'Etat avait tout d'abord envisagé d'exclure la capitale vaudoise de la péréquation s'agissant de la facture sociale, en l'y faisant contribuer pour un montant forfaitaire équivalent à 5 points d'impôts. Cette formule étant contestée, les auteurs du projet se sont orientés vers une refonte de la classification des communes, tenant mieux compte des charges spécifiques des centres urbains.

---

<sup>1</sup> Décret du Grand conseil du 2 juillet 2003.

De plus, avec la nouvelle calculation de la classification des communes s'agissant de la répartition du produit de la péréquation directe, Lausanne devrait percevoir en 2005 un produit net d'environ 9.6 millions de francs, issu de cette péréquation. Toujours pour cette même année, la facture sociale sera répartie selon les mêmes critères qu'en 2004, le montant global desdites charges étant toutefois annoncé inférieur.

## présentation chiffrée

### Compte de fonctionnement

Le budget de fonctionnement 2005 se résume comme suit :

| COMPTES<br>2003         | BUDGET<br>2004<br>(sans crédits suppl.) |                                 | BUDGET<br>2005 | ECARTS            |
|-------------------------|---|---------------------------------|----------------|-------------------|
| Fr.                     | Fr.                                     |                                 | Fr.            | Fr.               |
|                         |   | <b>COMPTE DE FONCTIONNEMENT</b> | CHARGES        | REVENUS           |
| 1 486 310 226.95        | 1 389 992 600                           | Total des charges               | 1 397 379 100  | 7 386 500         |
| <u>1 372 520 218.56</u> | <u>1 344 324 000</u>                    | Total des revenus               |                | 10 459 900        |
| 113 790 008.39          | 45 668 600                              | <b>Excédent de charges</b>      |                | <b>42 595 200</b> |
|                         |   |                                 |                | -3 073 400        |

Le compte de fonctionnement par nature de charges et de revenus est présenté en annexe.

Il fait apparaître **un excédent des charges de 42.6 millions de francs**; ce résultat est en léger recul, soit de quelque 3 millions de francs par rapport à celui du budget 2004 (excédent de charges de 45.7 millions de francs), tout en marquant une très nette amélioration en regard des comptes de 2003, lesquels avaient bouclé avec un excédent de charges record de 113.8 millions de francs.

### Compte des investissements

Il se résume comme suit :

| (sans crédits suppl.) |                  |                                   |             |                    |
|-----------------------|------------------|-----------------------------------|-------------|--------------------|
| Fr.                   | Fr.              |                                   | Fr.         | Fr.                |
|                       |                  | <b>COMPTE DES INVESTISSEMENTS</b> | DEPENSES    | RECETTES           |
| 142 755 004.78        | 122 436 500      | Total des dépenses                | 129 966 500 | 7 530 000          |
| <u>19 288 776.26</u>  | <u>8 190 000</u> | Total des recettes                |             | 5 530 000          |
| 123 466 228.52        | 114 246 500      | <b>Investissements nets</b>       |             | <b>124 436 500</b> |
|                       |                  |                                   |             | 10 190 000         |

Les dépenses brutes d'investissements du patrimoine administratif sont fixées à 129.9 millions de francs (y compris des autorisations d'achats de véhicules, de machines et de matériel pour 4.9 millions de francs). Après déduction des recettes d'investissements, évaluées à 5.5 millions, les dépenses nettes d'investissements planifiées pour 2005 atteignent 124.4 millions.

## Financement

En voici le détail :

| (sans crédits suppl.)  |                    |   |             |                   |
|------------------------|--------------------|---|-------------|-------------------|
| Fr.                    | Fr.                |   | Fr.         | Fr.               |
|                        |                    | <b>FINANCEMENT</b>  |             |                   |
| -123 466 228.52        | -114 246 500       | Investissements nets  | 124 436 500 | 10 190 000        |
| 100 087 147.25         | 107 418 200        | * Amortissements  |             | 107 131 100       |
|                        |                    | * Variation des provisions<br>et fonds de réserve                 |             | 3 401 400         |
| -24 160 496.47         | -4 416 800         |   |             | 7 818 200         |
|                        |                    | * Reprise de l'excédent de charges du<br>compte de fonctionnement | 42 595 200  | -3 073 400        |
| <u>-113 790 008.39</u> | <u>-45 668 600</u> |   |             |                   |
| -161 329 586.13        | -56 913 700        | <b>Insuffisance d'autofinancement</b>                             |             | <b>56 499 200</b> |
|                        |                    |   |             |                   |
| -37 863 357.61         | 57 332 800         | * <b>Autofinancement</b>  |             | <b>67 937 300</b> |
|                        |                    |   |             | 10 604 500        |

Le financement des investissements est assuré à hauteur de 67.9 millions par l'autofinancement dégagé par le compte de fonctionnement et de 56.5 millions par le recours à l'emprunt. A cela s'ajoutent les investissements du patrimoine financier, estimés à 2.5 millions de francs.

Annexe : récapitulation des charges et des revenus par nature

## récapitulation des charges et des revenus par nature

|   | Budget<br>2005       | Budget<br>2004       | Ecart (+/-)       |              |
|---|----------------------|----------------------|-------------------|--------------|
|   | fr.                  | fr.                  | fr.               | %            |
| <b>3 Charges</b>                                | <b>1 397 379 100</b> | <b>1 389 992 600</b> | <b>7 386 500</b>  | <b>0.53</b>  |
| 30 Charges de personnel                         | 436 298 600          | 425 743 800          | 10 554 800        | 2.48         |
| 31 Biens, services et marchandises              | 383 718 300          | 379 260 100          | 4 458 200         | 1.18         |
| 32 Intérêts passifs                             | 79 646 000           | 81 674 000           | -2 028 000        | -2.48        |
| 33 Amortissements                               | 113 857 800          | 114 068 300          | -210 500          | -0.18        |
| 35 Dédommagements à des collectivités publiques | 89 024 500           | 93 753 400           | -4 728 900        | -5.04        |
| 36 Subventions accordées                        | 74 326 600           | 74 626 500           | -299 900          | -0.40        |
| 38 Attributions aux réserves                    | 6 079 200            | 6 256 000            | -176 800          | -2.83        |
| 39 Imputations internes                         | 214 428 100          | 214 610 500          | -182 400          | -0.08        |
| <b>4 Revenus</b>                                | <b>1 354 783 900</b> | <b>1 344 324 000</b> | <b>10 459 900</b> | <b>0.78</b>  |
| 40 Impôts                                       | 392 250 000          | 395 250 000          | -3 000 000        | -0.76        |
| 41 Patentes, concessions                        | 1 921 000            | 2 023 000            | -102 000          | -5.04        |
| 42 Revenus des biens                            | 62 093 800           | 71 268 600           | -9 174 800        | -12.87       |
| 43 Taxes, ventes et prestations facturées       | 615 360 600          | 598 666 100          | 16 694 500        | 2.79         |
| 44 Part à des recettes sans affectation         | 3 000 000            | 2 500 000            | 500 000           | 20.00        |
| 45 Dédommagements de collectivités publiques    | 61 456 500           | 57 458 500           | 3 998 000         | 6.96         |
| 46 Subventions acquises                         | 1 596 100            | 2 274 500            | -678 400          | -29.83       |
| 48 Prélèvements sur les réserves                | 2 677 800            | 272 800              | 2 405 000         | 881.60       |
| 49 Imputations internes                         | 214 428 100          | 214 610 500          | -182 400          | -0.08        |
| <b>RESULTAT</b>                                 |                      |                      |                   |              |
| <b>Excédent de charges</b>                      | <b>42 595 200</b>    | <b>45 668 600</b>    | <b>-3 073 400</b> | <b>-6.73</b> |